

ECHOS DU PAYS

PRIX : 250 F CFA

LES N° VERTS DE L'OTR

POUR SIGNALER TOUT FAIT SUSPECT VEUILLEZ COMPOSER N° VERT 8280 Anticorruption	POUR TOUT RENSEIGNEMENT INFORMATION OU CONSEIL VEUILLEZ COMPOSER LE N° VERT 8201 Renseignements
--	--

OTR
RESEAU POUR SAVOIR

Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyses et de publicité N° 417 du 23 Sept. 2021

Politique/ début de la mise en application des propositions de la CNAP :

Une occasion ratée^{P.3} pour les absentéistes

Tout doucement le gouvernement est en train de traduire dans les faits les propositions issues de la Concertation Nationale entre les Acteurs Politiques. A la remise de ces propositions au gouvernement en juillet dernier, certains Togolais étaient sceptiques quant à la mise en application de ces propositions. Le doute pour ces togolais était devenu plus palpable lorsque lors du conseil des ministres qui a suivi la remise du document...

Société/ déclaration des naissances :

Un impératif pour les parents^{P.3}



Plateforme industrielle d'Adetikopé :
**Une société d'assemblage
de véhicules électriques
officiellement lancée^{P.3}**

**Yayi Boni et Patrice Talon
ont discuté de la vie^{P.7}
sociopolitique du Bénin**

Conséquences facheuses liées à la pandémie:

Des emplois perdus ces derniers mois

Dans cette situation de crise sanitaire, les travailleurs de ces secteurs d'activités fragiles éprouvent pas mal de difficulté à joindre les deux bouts puisque leurs patrons ont justement du mal à leur verser régulièrement les salaires. Devant ces difficultés, certaines entreprises à faibles revenus se voient obligées de suspendre leurs activités durant cette période difficile assez délicate.

Face aux mesures prises pour endiguer le mal, le secteur privé a pris un sérieux coup même s'il faut aussi reconnaître que le secteur public n'en est pas non plus épargné. A l'heure actuelle, les acteurs de l'économie informelle qui constituent les couches les plus vulnérables sont les plus touchés par les effets négatifs de la pandémie. En effet, face à la flambée des cas de contamination ces derniers mois au Togo, le Gouvernement a pris un certain nombre de mesures drastiques pour contenir la propagation du virus. Malheureusement, ces mesures ne sont pas strictement respectées dans certains milieux comme les bars, les restaurants, les maquis et autres lieux de divertissement surtout dans la capitale. Conséquence : plus de deux cent bars et restaurants identifiés

comme étant des nids de propagation du virus sont fermés sur ordre de l'autorité publique. Dans d'autres cas, ce sont les employés eux-mêmes qui, face au paiement irrégulier des salaires, démissionnent de leur propre gré.

Ces entités emploient une main d'œuvre importante, les activités devront marquer un arrêt forcé pendant un moment. Un moment durant lequel certains vont retourner au chômage et à ses dures réalités. Serveuses, gérants, fournisseurs... bref toute la chaîne connaîtra des moments difficiles durant toute la période de la suspension des activités. Outre les bars, les restaurants, et les maquis qui sont plus ou moins frappés par les mesures prises dans le cadre de la riposte contre la pandémie, d'autres entités socioéconomiques sont



également durement touchées. C'est le cas des hôtels dont la plupart des employés ne perçoivent pas régulièrement de salaires depuis le début de la pandémie, des lieux de culte qui sont encore fer-

més pour une durée d'un mois, ou des terrains de jeux ou de divertissement qui connaissent une suspension ou un ralentissement d'activités dans notre pays.

Au début de cette

crise sanitaire, dans les pays les plus touchés par la pandémie notamment les USA, la France, l'Italie, le Royaume Uni, l'Espagne et bien d'autres, les entreprises dites « non essentielles » avaient sus-

pendu leurs activités, mettant ainsi en chômage technique leurs employés. Au Togo et partout ailleurs en Afrique, l'impact de la pandémie sur les activités socioéconomiques se fait sentir beaucoup plus sur le secteur informel. Du coup, les emplois précaires sont en voie de disparition d'ici la fin de cette pandémie. Déjà certaines entreprises privées dites fragiles n'arrivent plus à honorer leurs engagements vis-à-vis de leurs employés et même de leurs créanciers. Dans d'autres structures, les patrons peinent à payer les salaires des employés. Les cas des écoles privées et des institutions de micro finance sont assez édifiants et montrent à quel point cette pandémie met à genou les maillons de tout le secteur de l'économie. Ces entreprises qui tirent directement leurs revenus des activités quotidiennes des petites entités économiques, sont en difficulté justement parce que l'économie informelle a du plomb dans l'aile avec la crise sanitaire en cours.

Et quand les affaires tournent au ralenti, ce sont les couches les plus vulnérables qui paient plus chèrement le prix. A ce niveau, il est du devoir des autorités du pays de penser déjà à des plans de relance de l'économie afin de relever les secteurs durement affectés par la crise sanitaire.

Kokou Amenté

Toute différence est positive et source d'enrichissement social et non de division. Togolais du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest, tous, nous devons nous accepter.

TOUR DE GARDE DES PHARMACIES DU 20 au 27 Sept. 2021

BOULEVARD	Bd. Du 13 Janv. Doulassamé.	22 21 65 49	90 89 28 49
KPEHENOU	Bd HOUPHOUET - BOIGNY.	22 21 32 24	70 45 25 03
AMESSIAME-BE	Marché de Bè.	22 21 49 74	96 32 97 60
DES APOTRES	Akodésséwa, Face Etocotran		70 45 38 05
HORIZON	Face Sapeurs-Pompiers	22 20 42 42	90 56 52 56
JUSTINE.	291, Bd des Armées - Tokoin Habitat		22 21 00 01
BON SECOURS	Rue du Grand Collège du Plateau - Cassablanca	70 45 76 74	
LIBERATION	Avenue Libération Prolongée	22 22 25 25	96 80 69 35
PROVIDENCE	Bd. Jean Paul II		22 26 66 48
UNIVERS-SANTE.	Bd. GNASSINGBE Eyadéma, Cité OUA		93 88 83 31
CHU-CAMPUS	Bd de la Kara Adewui	22 61 81 43	93 88 83 31
AEROPORT	Rte de l'Aéroport SITO	22 26 21 22	96 51 59 74
INTERNATIONALE	Sise Marché de Hédzranawoé «Assiyéyé»		96 80 09 28
LILAS	7, Route de Kégué	22 26 29 59	93 48 88 12
THERYA	rue de la Foire Internationale TOGO 2000	22 61 56 52.	70 44 81 77
PHARMACIE 2000.	BE KPOTA près du Marché Dzifa	22 70 01 69	96 37 94 25
CHRIST-ROI	Kagomé.	22 27 46 66	97 77 12 31
ELI-BERACA	Im. SIKOVIC face bureau de Poste	99 91 13 42	99 69 89 21
LA REFERENCE	Adidogomé Assiyéyé, bar Madiba.	96 80 09 96	70 49 96 47
BONTE	Adidogomé en face de la station Sanol	96 80 09 00	22 50 74 31
DE LA VICTOIRE.	Avédji, carrefour Limousine	70 45 74 92	99 80 14 09
JAHNAP	A côté de l'EPP Gakli, Djidjolé-Gakli,	22 51 22 86	96 80 09 29
GROUPE C.	AGBALEPEDOGAN non loin de l'EPP Groupe C.	99 98 20 87	
VERTE.	Face Ecole du Parti Klikamé	22 25 03 26	91 98 50 17
LUMIERE	Agbalépédogan		70 43 15 49
ORCHIDEES	LLEO 2000	22 51 30 40	70 43 39 49
SOLIDARITE.	Près de la Station Total Totsi	22 50 37 07.	96 80 09 76
ARC-EN-CIEL.	Agoè-Téléssou, 50m du Carrefour Margot	70 42 50 00	90 38 08 10
CLEMENCE.	entre CEET d'Agoè et Ecole La source.	70 19 35 35	70 21 26 26
NABINE.	Sise à Agoè Anomé	93 36 26 26	98 97 97 96
VITAS.	Située à Agoè Assiyéyé du côté ouest		22 25 63 43
EXCELLENCE	Agoè Démakpoè Voie CEDEAO	22 51 77 87	93 27 95 54
SATIS.	Près du CEG Koshigan, Agoè-Logopé, Rue de 50m		70 44 85 17
LA BARAKA	Agoè LOGOPE, à proximité du camp GP.	90 17 49 28	70 41 44 13
MAWUNYO	Agoè-Sogbossito, en face de la station OANDO.		70 42 34 64
ZONGO	entre Orabank et la station Sanol Togblékopé.	70 49 96 55	-99 99 22 39
AGOE-NYIVE	A côté de Eglise Catholique Agoè-Nyivé.	22 25 83 38	-91 61 02 62
ELEMAWUSSI	Adétikopé, Nationale N°1, avant PIA	91 66 37 42	96 80 21 36
ZOSSIME	route Sanguéra près du marché de Zossimé	99 99 80 75	-70 46 26 64
ST PHILIPPE	Sanguéra, Station service OANDO	90 67 33 24.	99 99 80 04
BAGUIDA	Face CMS de Baguida		70 42 47 77
AVEPOZO	A côté de la place publique d'Avépozo.		22 27 04 86

Lisez chaque semaine votre journal

ECHOS DU PAYS

l'information au coeur du développement

NUMÉROS UTILES

CHU Tokoin	22 21 25 01
CHU Campus	22 25 77 68
Commissariat Central	22 25 47 39
Sûreté Nationale	22 21 28 71
Sapeurs pompiers	118 ou 22 21 67 06
Gendarmerie	172 ou 22 22 21 39
Police secours	117
Renseignement	119

ECHOS DU PAYS

Siège : Agbalépédo

Récépissé
n°383/14/10/09/HAAC
13 BP 507
e-mail:
augustin.sizing@yahoo.fr
Maison de la Presse
Casier N°26

Directeur de Publication

Augustin M. SIZING
90 03 18 24
22 34 13 57

Rédacteur en chef

Roger GBESSIA

Equipe de rédaction

Augustin S.,
Roger GBESSIA; Brel M.,
Simeau E., M. Mazé

Imprimerie

Direct Print

Infographie

Hugues AYIVI-BLIBO

Tirage

2000 exemplaires

Politique/ début de la mise en application des propositions de la CNAP :

Les participants vont se réjouir et les absentéistes vont grincer les dents

Tout doucement le gouvernement est en train de traduire dans les faits les propositions issues de la Concertation Nationale entre les Acteurs Politiques. A la remise de ces propositions au gouvernement en juillet dernier, certains Togolais étaient sceptiques quant à la mise en application de ces propositions. Le doute pour ces togolais était devenu plus palpable lorsque lors du conseil des ministres qui a suivi la remise du document contenant les 51 propositions, le gouvernement a dit avoir pris acte. Depuis, le gouvernement de Faure Gnassingbé a gardé un silence absolu sur ce qu'il allait faire des propositions faites. Ni le chef de l'Etat, ni la cheffe du gouvernement ni même les ministres personne n'a bronché sur la destination du document. Ceux qui ont boycotté les travaux ou qui ont quitté la table des discussions alors que les travaux étaient presque achevés pensaient que leurs actions allaient bloquer les choses. On en était là lorsque le 09 septembre dernier le gouvernement annonce après le conseil des ministres avoir analysé 3 avant-projets de loi dans ce sens. Le premier, porte sur le code

électoral, le deuxième est relatif à la décentralisation et aux libertés locales et le troisième concernant la loi fixant sur les conditions d'exercice de la liberté de réunion et de manifestation politiques publiques. « Ces modifications qui traduisent les évolutions majeures du cadre électoral et territorial viennent confirmer l'esprit de dialogue et d'ouverture qui a présidé aux travaux de la CNAP. Elles ouvrent également la voie à l'organisation des élections régionales dans notre pays », stipule le communiqué de fin des travaux de ce conseil des ministres. Cette démarche du gouvernement annonce clairement l'intention de l'exécutif d'aller vers la mise en application des propositions de la CNAP au grand bonheur des participants aux travaux de ces assises qui ont duré 6 mois. Il faut rappeler qu'il y a eu 17 réunions du comité d'appui et 11 séances plénières avec à la clé 51 propositions. Le gouvernement est en train de montrer sa volonté de faire bouger les lignes politiques. Longtemps accusé de ne pas mettre en application des conclusions des différents cadres de discussion, l'exécutif togolais prend désormais

de la hauteur. Si les propositions de la CNAP sont transformées en loi de la République, ce sera une bonne chose pour les responsables politiques qui ont mis de leur temps pour sortir ces propositions. D'ailleurs le gouvernement a initié ce cadre de concertation sans aucune pression, sans aucun médiateur et c'est l'occasion de montrer aux yeux du monde que les Togolais peuvent régler leurs propres problèmes. Ce sera un véritable camouflet pour les absentéistes de ces assises qui ont comme d'habitude pensé bloquer les choses et maintenir le statu quo. Cette fois ils n'auront que leurs yeux pour pleurer. Les lois qui sortiront des propositions de la CNAP deviendront des lois de la République et s'appliqueront à tous les Togolais.

Les trois modifications de loi annoncées par le gouvernement comme nous avons mentionné plus haut, concernent le cadre électoral, la décentralisation et la loi fixant les conditions d'exercice de la liberté de réunion et de manifestation politiques. Sur le cadre électoral, la CNAP avait fait au total 29 propositions. Elles vont de la recomposition de la



Les acteurs politiques au cours des travaux de la CNAP

Commission Electorale Nationale Indépendante à l'assistance publique des médias publics et privés en passant par le recensement électoral l'accès au fichier électoral, l'authentification des bulletins de vote, la compilation des résultats et de la gestion des contentieux électoraux. Si le gouvernement prend en compte l'intégralité des propositions faites par les acteurs politiques, c'est un nouveau cadre électoral qu'aura le Togo. Des points qui ont toujours divisés les acteurs politiques à savoir le mode de compilation des résultats ou encore l'authentification des bulletins de vote sont levés. Sur la loi portant décentralisation et liberté locales, les participants à

la CNAP ont fait trois propositions notamment le nombre de conseillers pour les élections régionales, le nombre de vice-présidents région à fixer en fonction du nombre de conseillers et puis la mise en place d'un organe spécifique pour la formation des conseillers des collectivités territoriales. Enfin sur la loi fixant les conditions d'exercice de la liberté de réunion et de manifestation politiques, seulement deux propositions ont été faites. Cette loi qui a connu des critiques suite à la modification de la loi Bodjona, va subir d'autres modifications. Elles concernent particulièrement l'interdiction des manifestations publiques sur certains axes pour des raisons stra-

tégiques, sécuritaires ou économiques. L'autre modification est relative aux heures de manifestations qui sont ramenées de 8h à 19h au lieu de 11h à 18h. Ce sont des propositions faites par les participants à la CNAP qui peuvent être transformées en projets de loi par le gouvernement et à soumettre au parlement pour analyse et adoption. C'est dans ce sens que le gouvernement a analysé trois avant-projets de loi le 9 septembre dernier. Bien évidemment d'autres propositions sont là et concernent par exemple la charte des partis politiques, le statut de l'opposition ou encore la constitution. Mais le gouvernement a peut-être commencé par les sujets les plus urgents.

M. Mazé

Plateforme industrielle d'Adétikopé :

Une société d'assemblage de véhicules électriques officiellement lancée

Une société d'assemblage de motos électriques et de triporteurs a été officiellement lancée lundi 20 septembre dernier sur le site annexe de la Plateforme Industrielle d'Adétikopé. La cérémonie de lancement officiellement a réuni les premiers responsables de la société et les ministres en charge de la promotion de l'investissement Rose Kayi Mivedor et des transports Atcha-Dédji Affoh. Le démarrage des activités de cette société marque ainsi une nouvelle étape dans l'industrialisation du Togo, conformément aux ambitions du Gouvernement togolais déclinées dans le Plan National de Développement (PND).

Adétikopé, une localité située à environ 23 km de la capitale Lomé abrite de-



puis ce lundi une société d'assemblage de motos électriques. La structure portée par le groupe indien M'AUTO annonce une production destinée non seulement au marché local

mais aussi au marché régional. Avec une capacité de 1000 véhicules électriques par jour, la société va apporter sa contribution au secteur des transports routiers au Togo. « Cette pro-

duction est un tournant décisif pour notre industrialisation. Elle permettra aux populations d'avoir des motos, des tricycles à peu de frais avec de véritables possibilités de réduction

des coûts d'entretien des équipements, la création de l'emploi et corrélativement contribuer à la protection de l'environnement » a expliqué le ministre des transports, Atcha-Dédji Affoh.

Environ 36 bornes de recharge seront installées dans un premier temps à Lomé avant de s'étendre au reste du pays. Selon les responsables de la société, l'usine devrait employer 2000 ouvriers. Conformément aux ambitions des autorités togolaises déclinées dans le plan quinquennal de développement, (PND). Une aubaine pour les jeunes deman-

deurs d'emplois.

Fruit d'un partenariat entre le Gouvernement togolais et le groupe ARISE IIP, la Plateforme Industrielle d'Adétikopé est destinée à booster le projet d'industrialisation du Togo ainsi que la création d'emplois pour la jeunesse. Inauguré le 6 juin dernier par le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé, ce grand centre industriel a pour vocation d'accélérer l'émergence de nouvelles industries à fort potentiel dans les domaines de l'automobile, l'agroalimentaire, le textile etc...

Roger GBESSIA



#CQFS

Avez-vous des interrogations sur les formalités au Cadastre ?
L'OTR est à votre écoute. L'OTR met à votre disposition un bureau dédié pour le traitement de vos plaintes. En 48h seulement, vous recevrez une suite à votre plainte. Vous pouvez aussi envoyer vos requêtes sur la plateforme numérique dédiée via : www.otr.tg ou www.dadc.gouv.tg



Office Togolais des Recettes - OTR

Secteur maritime :

Bientôt un guichet unique pour la collecte des recettes non fiscales

Au Togo, le secteur maritime se prépare à mettre en place un guichet unique destiné à collecter les recettes non fiscales. Selon les autorités togolaises en charge de ce département, cette plateforme multiservices devra jouer un rôle similaire à celui du commerce extérieur mise en œuvre depuis quelques années déjà à savoir : réduire les coûts et les délais des formalités. Les contours de ce projet notamment les attributions et le fonctionnement ont été examinés au dernier Conseil des ministres tenu à Lomé.

Bientôt, il sera mis en place un guichet unique dans le secteur maritime. Il permettra aux opérateurs économiques maritimes d'accomplir en un même lieu les procédures et les déclarations non fiscales et ainsi réduire les coûts et les délais. Dans sa phase opérationnelle, ce guichet permettra à l'Etat d'avoir une vue globale des différentes recettes non fiscales dans le secteur et optimiser la mobilisation des ressources. L'initiative s'inscrit dans le cadre de la modernisation du secteur maritime togolais et va marquer une nouvelle avancée pour le Togo qui a multiplié ces dernières années les réformes et les investissements dans le sec-

teur afin de consolider les acquis notamment son statut de leader du port de Lomé en matière de transbordement et de corridor préférentiel.

En effet, depuis 2010, le Togo est entré dans une phase de réformes opérées dans le but de moderniser les infrastructures portuaires. Des réformes et les investissements se sont donc multipliés ces dernières années dans le secteur. Des actions qui ont impressionné l'ex Premier ministre du Bénin, un expert économiste, Lionel Zinsou, qui déclarait à l'occasion du dernier forum économique Togo-Union européenne organisé à Lomé en juin 2019 : « Le Togo est extrêmement en

avance sur tous les sujets de sécurité maritime et d'économie bleue ».

Premier port à conteneurs en Afrique de l'Ouest et hub régional pour le géant armateur MSC qui y a multiplié ses investissements, le Togo tente de consolider son statut de leader en matière de transbordement et de corridor préférentiel. En 2020, les autorités togolaises ont créé un ministère spécialement dédié aux affaires maritimes. Un département à la tête duquel a été porté un spécialiste du secteur, Edem Tengue, l'ex patron de la filiale togolaise de MAERSK.

Fruit des nombreuses réformes, le Port de Lomé entre dans le top 100 (en occupant la 98^e place)



des ports à conteneurs dans le monde d'après le classement 2021 publié par la revue Lloyd's List spécialisée sur les questions maritimes. Une confirmation à l'échelle mondiale des performances réalisées ! Selon les autorités togolaises, cette reconnaissance mondiale est favorisée par la crois-

sance du volume de conteneurs traités par le Port de Lomé, la fiabilité et la performance observées sur ses services portuaires. « Avec ce classement, le Togo se positionne pas à pas dans la sphère des hubs de transbordement majeurs sur le plan mondial » s'est réjoui le ministre de l'économie

maritime, Edem Kokou Tengue.

Cette nouvelle performance traduit également d'une part les efforts du Gouvernement togolais et stimule d'autre part, à plus de réalisations pour une image florissante du Togo à l'extérieur.

Kokou Amenti

Société/ déclaration des naissances :

Un impératif pour les parents

Tout être humain a droit, dès sa naissance, d'être identifié et d'appartenir à une nation. C'est important qu'à la naissance, tout enfant soit déclaré, que la nation à laquelle il appartient reconnaisse son existence et puisse le compter parmi ses composantes. C'est pour cela qu'il est toujours délivré un document qui porte le nom, la date et le lieu de naissance de même que les parents à qui l'enfant appartient. Il revient aux parents de signaler à l'état civil à chaque fois qu'ils donnent naissance un enfant. Aucun être humain ne doit vivre sans être reconnu par son pays. Malheureusement, beaucoup d'enfants togolais vivent encore sans acte de naissance à ce 21^{ème} siècle et sont des apatrides. La faute est aux parents parce qu'ils n'ont pas trouvé important de faire établir un acte de naissance leurs enfants. Pour beaucoup de parents surtout dans les zones rurales, lorsqu'un enfant est né, tout s'arrête là, pas question de faire encore des tracasseries. Ceci à cause du manque d'information des populations. Il

n'y a pas de volonté déléguée de se rendre à la mairie pour faire établir les documents légaux, c'est juste de l'ignorance. Pourtant cela est lourd de conséquences. Selon



l'agence Welcome, impliquée dans la défense des droits de l'homme, 31% des enfants vivant en zone rurale n'ont pas d'actes de naissance. Pourtant les apatrides ont parfois des difficultés à exercer leurs droits fondamentaux, concernant par exemple l'éducation, la santé, l'emploi, la liberté de circulation et le droit des choix des dirigeants à travers le vote. Beaucoup de Togo-lais éprouvent des difficultés pour exprimer leur choix lors des élections justement parce qu'ils n'ont pas d'acte de nais-

sance et donc n'ont pas pu être enrôlé sur la liste électorale. Il faut l'intervention des chefs traditionnels pour témoigner leur inscription dans le fichier électoral. Cet état de

choses est anormal et est source de polémique au Togo lors de l'enrôlement sur les listes électorales des populations. L'opposition considère que le pouvoir profite du fait pour enrôler les mineurs dans ses fiefs. Beaucoup disent que le fichier électoral au Togo est composé d'une grande partie des électeurs enrôlés sur témoignage. A part cela l'acte de naissance est indispensable dans l'établissement du certificat de nationalité et de la carte d'identité ou d'un passeport, des documents pour le voyage à

l'extérieur.

Face à cette situation, des actions sont menées par le gouvernement pour amener les parents à déclarer leurs enfants à la naissance. Pour Sylvestre Assiah, directeur de l'agence Welcome, le seul moyen de changer les choses est d'intensifier les campagnes d'information dans les villes et villages, notamment dans lieux les plus reculés où l'information passe mal. « Le gouvernement fait son travail, mais les associations et des ONG doivent aussi s'impliquer directement », estime M. Assiah lors d'une des sorties de sensibilisation sur le terrain. Des dispositions sont en train d'être prises par le gouvernement pour rendre gratuit l'établissement des actes de naissance au Togo. C'était d'ailleurs une promesse électorale du président de la République Faure Gnassingbé. Une annonce a été faite dans ce sens lors du conseil des ministres du 15 septembre dernier. « Sur les 117 communes de notre pays seulement 15 pratiquent la gratuité des

frais alors que les autres font payer entre 0 et 2 mille francs. Or la gratuité de l'établissement des actes de naissance est une promesse présidentielle. L'avant-projet de loi analysé par le gouvernement vise à proposer la gratuité et ensuite apporter sur le budget de l'Etat les coûts d'établissement de l'acte de naissance. Une fois que le décret organisant tout cela sera adopté, nos concitoyens se verront établir leur acte de naissance gratuitement. Il appartiendra alors à l'Etat de proposer une compensation aux différentes communes afin que les faux vrais ne soient plus répercutés sur les populations », a déclaré le ministre en charge de la communication Professeur Akodah Ayéwouadan en conférence de presse après le conseil. Une fois cette promesse devenue réalité, cela va encourager les parents à aller déclarer la naissance de leurs enfants. Parfois la pauvreté est à l'origine de la non déclaration des naissances. Avec l'existence des communes, c'est également une solution pour

résoudre le problème. Les élus locaux devraient également aider dans la sensibilisation sur l'établissement des actes de naissance parce que c'est leur rôle. C'est d'ailleurs au sein des mairies que sont installés les états civils. Si la promesse du chef de l'Etat est réalisée, il faut également veiller à ce que des esprits malins au sein des mairies ne continuent de prendre l'argent aux parents. Cela va noyer les efforts du chef de l'Etat à aider les populations pauvres comme on le voit ailleurs dans certains projets. Avec la réalisation de ce projet, fini également les faux établissements des actes de naissances. Dans les villages reculés, ce phénomène a existé où des actes de naissance sont établis mais ne se retrouvent sur aucun registre. Lorsque le détenteur veut entamer des démarches pour l'établissement du certificat de nationalité, il est confronté à des difficultés. Vivement que les procédures aillent vite pour réaliser ce vœu du chef de l'Etat.

M. Mazé

Togocom :

Un financement de 20 milliards de FCFA pour étendre et moderniser son réseau

La société Togocom vient de bénéficier cette semaine d'un financement de 20 milliards de francs CFA de la part de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) pour l'exécution ses travaux d'extension et de modernisation de son réseau. Les travaux devront améliorer en termes de couverture et de qualité le réseau mobile de l'opérateur Togocom pour le bonheur de ses abonnés.

Concrètement, les travaux consisteront à étendre la couverture 4G et accélérer le déploiement du réseau 5G sur des sites pilotes. « Le projet porte sur la construction de 430 nouveaux sites du réseau mobile ; la mise aux normes 4G de 793 sites ; le déploiement de 53 nouveaux sites 5G dans cinq (5) zones à titre expérimental ; le raccordement de 613 sites à la fibre optique et l'extension de la capacité d'accès à l'international de 60 Gpbs afin de la porter à 80 Gpbs » fait noter le communiqué de la BOAD qui est le bras financier de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA).

A termes, les travaux devront permettre à l'opérateur détenu par le consortium Agou

Holding (regroupant Axian Group et Emerging Capital

nal en 2023. L'objectif est de faire du Togo, le leader de l'Afrique de

prise de participation et de contrôle de la Holding Togocom résultant de la fusion des sociétés Togo Cellulaire et Togo Télécom en 2019, Agou Holding avait annoncé un plan de développement avec près de 245 millions d'euros

plan ambitieux comportant notamment un investissement massif dans les infrastructures afin d'améliorer la connectivité internationale, de renforcer le transport terrestre et de densifier le maillage du réseau d'accès très

nologies. « Nous allons opérer une transformation numérique dans le secteur de la télécommunication au Togo » avait fermement promis Hassanein Hiridjee, PDG d'Axian Group.

Conformément aux clauses contractuelles, le consortium a l'obligation de mieux prendre en charge les zones rurales en y généralisant le haut débit. Souvent confrontées à une fluidité de la connexion internet en deçà des attentes, les populations des localités rurales pourront être bien évidemment soulagées par l'extension du réseau.

Ces investissements dans le secteur des télécommunications vont soutenir la croissance de toute l'économie togolaise. Et cette phase de modernisation pourra ouvrir une nouvelle ère pour le secteur des télécoms au Togo pour le plus grand bonheur de leurs abonnés.

Roger GBESSIA



Partner (ECP) et à l'Etat togolais d'atteindre une couverture de 98% de la population et 90% du territoire natio-

l'Ouest en haut débit et le premier pays à lancer la 5G dans la région à l'horizon 2021.

Au lendemain de sa

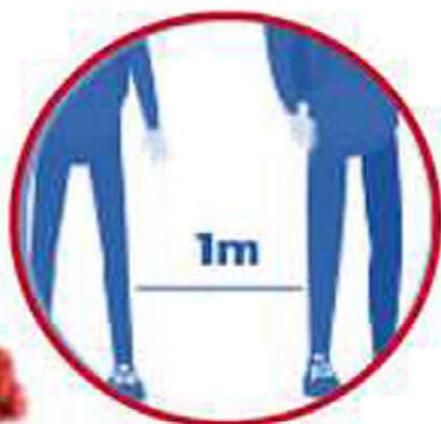
soit 160 milliards CFA d'investissements à réaliser sur 7 ans. L'offre du groupe malgache est soutenue par un

haut débit fibre et mobile. Ce programme stratégique comprend également l'introduction de nouvelles tech-

STOP COVID-19

GRANDE CAMPAGNE DE SENSIBILISATION ET DE SOLIDARITÉ A L'ENDROIT DES COUCHES VULNÉRABLES

NE NÉGLIGEONS PAS LES GESTES BARRIÈRES



GARDEZ LA DISTANCE DE SÉCURITÉ D'AU MOINS 1m



LAVEZ-VOUS LES MAINS RÉGULIÈREMENT



PORTEZ VOS MASQUES OU CACHE-NEZ

Sport/ élimination des clubs togolais en coupes africaines :

Le chemin de croix continue pour le football au Togo

Eternel recommencement ! Cette fois encore, les clubs togolais n'ont pas fait un bon parcours dans les compétitions africaines. Ils ont été tous éliminés précocement même dès le tour préliminaire. En ligue des champions, Asko de Kara est tombée face au club Li-

changées cette année, malheureusement ce n'est pas le cas. Il fallait quand même s'attendre à cette élimination après le match aller. 3-0, c'était un score lourd pour pouvoir refaire le chemin perdu au retour. Si l'élimination de Asko était prévisible, celle de l'autre club de Kara

après avoir écarté au tour préliminaire le club béninois des Buffles de Borgou. Reversée en coupe CAF l'Asck tombe en play off face aux nigériens de Enugu Rangers. C'est quand même une belle expérience pour les chauffeurs de Kara pour passer au moins le cap des

forme, ce qui fait reculer le Togo dans le classement FIFA. Le pays occupe actuellement le 40^{ème} rang sur le plan africain et 136^{ème} mondial. Les deux défaites en éliminatoires de la coupe du monde Qatar 2022 face au Sénégal 2-0 et contre la Namibie 0-1 sont à l'origine de ce



bérien du Petroleum Refining Company Oilers (LPRC Oilers). 3-0 au match aller à Monrovia en faveur du club local, les jaunes et noirs de la Kozah n'ont pas pu renverser la vapeur à Lomé au match retour dimanche dernier au stade de Kégué. Alors que le match retour était très attendu pour voir la réaction de l'équipe, c'est finalement un maigre score de 2 buts à 1 qu'elle a pu réaliser. Sur l'ensemble des deux matches, Asko est battue par LPRC Oilers par 4 buts à 2. Encore une fois les protégés de Mey Gnassingbé n'iront pas loin. Asko de Kara tombe là où elle était tombée l'année dernière sauf que c'est l'adversaire qui change. La saison dernière cette formation a été éliminée par l'équipe ivoirienne de Racing Club d'Abidjan. Les jeunes de la Kozah ont perdu sur la plus petite des marges 0-1 au match aller à Abidjan avant de tomber à domicile au match retour malgré leur victoire 2 contre 1. L'on pensait que les données allaient

ASCK en coupe CAF a surpris tout le public sportif togolais. Les chauffeurs de Kara ont pourtant fait l'essentiel à domicile en écrasant leur adversaire l'ASAC Concorde de Mauritanie par 3 buts à 0 au stade de Kégué. Avec ce score tous les Togolais voyaient ASCK au second tour de la compétition mais c'était sans compter sur leur naïveté. La formation a tout simplement coulé à Nouakchott en encaissant 4 buts sans marquer un seul, celui-là qui allait la qualifier. A la rigueur un match nul et aller aux tirs au but puis quitter la compétition au moins par la grande porte. Les Togolais se demandent si ce sont les mêmes joueurs qui ont gagné le match de 3 buts à 0 à Lomé. C'est vrai qu'en football tout est possible mais le score de l'ASCK est assez étonnant. Pourtant cette formation n'est pas à son premier essai. Elle a déjà participé à la ligue des clubs champions d'Afrique en 2019, éliminée au premier tour par l'AS Vita Club de la RD Congo

préliminaires en coupe CAF cette année.

C'est désormais beaucoup d'interrogations sur la situation du football Togolais. Les deux clubs ASKO et ASCK ont été respectivement champion et vice-champion du Togo à l'issue du dernier championnat. Ils ont pratiquement survolé le championnat. D'abord dans la zone nord où ils n'ont pas fait de cadeaux aux autres clubs parfois avec des scores fleuves. En play off, ils ont éliminé les formations championne et vice-championne de la zone sud avant de se retrouver en finale nationale. Tout le monde comptait beaucoup sur les deux équipes pour la représentation du Togo en coupes africaines. Malheureusement, tout cela était flatteur, ils sont passés à côté des espoirs. Ce qui vient de se passer avec ces éliminations, c'est exactement à l'image du football togolais qui connaît une phase de chute totale. Au niveau de l'équipe nationale ce n'est pas la grande

classement. Les contreperformances des représentants du Togo en coupes africaines viennent enfoncer le clou. Il est donc temps de mener sincèrement des réflexions sur le football togolais. C'est vrai que le Togo a réalisé des choses incroyables il y a quelques années avec une participation à la coupe du monde en 2006. C'est vrai aussi qu'il n'est pas donné à toutes les nations de se qualifier pour la coupe du monde mais il est temps de revoir la gestion de ce football. D'ailleurs c'est tout le sport togolais qu'il faut revoir. Il faut avoir une réelle politique sportive et se fixer des objectifs à long terme. Il faut savoir dans 5 ans ou 10 ans que veut le Togo en matière de sport dans son ensemble. Sans cela il y aura des performances sporadiques dans quelques disciplines mais des performances sur une longue durée comme on le voit ailleurs dans les autres pays ne seront jamais au rendez-vous.

M. Mazé

BREVES

Le commandant de l'Africom reconnaît chez le Président Faure l'engagement international du Togo pour la paix

Le Togo est toujours présent et efficace dans les opérations de maintien de la paix dans plusieurs pays, et il est très engagé dans la sécurisation du golfe de Guinée, cet engagement est apprécié à sa juste valeur. Preuve, le général Stephen Townsend, commandant de la force Africom qui n'est autre que le commandement des Etats-Unis pour l'Afrique, est arrivé à Lomé. L'homme a été reçu ce mercredi 22 septembre 2021 par le Chef de l'Etat Faure Essozimna Gnassingbé.

Le Commandant de l'Africom se laissait dire après les échanges avec le Président de la République : « je suis là pour remercier le Chef de l'Etat et le peuple togolais pour les efforts que le Togo est en train de consentir dans le cadre des opérations de maintien de la paix... les défis sont importants et mon pays est là pour soutenir nos partenaires ».

Rappelons que les Etats-unis d'Amérique, sont engagés aux côtés du Togo et d'autres pays africains dans les opérations de lutte contre le terrorisme, l'extrémisme et le maintien de la sécurité dans les eaux du golfe de Guinée. Cet échange entre le commandant de la force des USA en Afrique avec le Président Faure Gnassingbé, est une preuve de la reconnaissance de l'engagement du Togo dans la lutte pour la paix à travers le continent et le reste du monde.

Yayi Boni et Patrice Talon ont discuté de la vie sociopolitique du Bénin

Faut-il espérer une décrispation de la situation politique au Bénin ? La question est en tout cas perceptible sur les lèvres des analystes de la vie sociopolitique béninoise, et pour cause, le président Patrice Talon du Bénin a reçu ce mercredi 22 septembre 2021, au palais de la présidence du Bénin, son prédécesseur Yayi Boni. Rencontre visiblement conviviale, à en croire l'ambiance et les propos tenus. Le moins que l'on puisse dire c'est que Yayi Boni avait pour sa part des demandes qu'il n'a pas manqué d'exprimer à l'endroit de l'actuel locataire du palais présidentiel béninois, Patrice Talon.

Entre autres points soulevés par Yayi Boni pour une décrispation du climat sociopolitique au Bénin ; la libération des détenus politiques et d'opinion, la fin des arrestations à caractère politiques, mais aussi l'instauration d'une concertation avec la classe politique pour une décrispation du climat politique.

Augustin S.

CS "LES ENARQUES"

ICI C'EST LA RIGUEUR ET LE TRAVAIL

Devise : *Travail-Discipline-Succès*



MATERNELLE - PRIMAIRE - COLLEGE - LYCEE



AGREMENTS :

- ARRETE N° 615/MEPS/CAB/SG/CCAEPLC
- ARRETE N° 612/MEPS/CAB/SG/CCAEPLC
- ARRETE N° 576/MEPS/CAB/SG/CCAEPLC

Complexe Scolaire "LES ENARQUES", la référence pour les leaders de demain

AGOE - LEGBASSITO 13 BP 507 / TEL : 70 33 52 69

COMPLEXE SCOLAIRE " LES ENARQUES " DERRIERE LE MARCHÉ DE LEGBASSITO, SUR LA ROUTE DE ZOVDJIN